

Les subsides

En terminant, je répète que cet accord certainement formidable pour le Canada et aussi pour les gens de la Colombie-Britannique, ne constitue qu'une forme d'aide financière parmi toutes celles que nous avons adoptées. A entendre le député, on pourrait croire que le gouvernement fédéral ne fait rien du tout. Les néo-démocrates sont des prophètes de malheur, chacun le sait. Ils se plaisent à dénigrer, à démolir, à détruire. Considérons plutôt les faits.

M. Riis: C'est ce que Frank Miller a dit et voyez ce qui lui est arrivé.

M. Stevens: Au cours de l'année financière qui vient de se terminer, 81 projets de développement industriel et régional d'une valeur totalisant 17.5 millions de dollars ont été acceptés pour la Colombie-Britannique. Il y a eu quatre marchés d'accordés dans le cadre du Programme de productivité de l'industrie de défense dont la valeur a atteint 13.8 millions de dollars. Un programme PAIM s'est élevé à lui seul à 1.3 million. Le Programme de développement économique des autochtones a donné lieu à trois projets s'élevant à \$500,000 au total. Le député a parlé du sort des petites entreprises. Leur situation est difficile dans bien des cas, j'en conviens, mais en vertu de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, 3,874 d'entre elles ont obtenu des garanties de l'ordre de \$105,660,000. Dix-sept projets représentant 3.7 millions de dollars ont pu être réalisés dans le cadre du Programme d'aide aux constructeurs de navires. On a consenti \$181,000 pour un projet en vertu du Programme de développement de l'industrie du transport dans l'Ouest et \$625,000 aux termes de l'Office canadien pour un renouveau industriel, le CIRB. La Banque fédérale de développement a prêté \$73,684,000 à 410 entreprises. Cette énumération représente à elle seule une aide financière de plus de 200 millions de dollars aux hommes d'affaires de Colombie-Britannique, sous forme de prêts, de garanties ou de subventions. Ce sont des choses que le NPD n'aime peut-être pas entendre mais, de notre côté, nous considérons qu'il y a des gens et des hommes d'affaires qui ont besoin d'aide en Colombie-Britannique. Nous les avons aidés jusqu'ici, nous continuerons à le faire et nous continuerons à faire preuve de leadership, malgré la motion négative du député.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, si vous me le permettez, je voudrais simplement poser une question au ministre, qui semble bien content de lui et qui se complaît dans la suffisance de ses propres paroles. Ce matin, nous avons téléphoné à la conseillère en communications du ministre et nous lui avons demandé s'il allait y avoir un communiqué aujourd'hui au sujet des ententes qu'il vient d'annoncer. Elle a répondu: «Non.» Selon moi, c'est une information fautive donnée par un membre du personnel supérieur du ministre, sans doute pour essayer de leurrer le NPD ou moi-même. Je considère cette réponse comme tout à fait trompeuse et je peux dire au ministre que je ne ferai plus confiance à son ministère. Nous avons posé une question précise. Je voudrais que le ministre se renseigne là-dessus et qu'il s'excuse au nom de ses collaborateurs pour avoir donné une réponse inexacte à une question tout à fait précise. Il a eu tout le temps de se complaire dans ses paroles à la Chambre cet après-midi . . .

Une voix: Est-ce que cela a en quelque influence sur votre discours?

M. Turner (Vancouver Quadra): Cela n'a pas eu la moindre d'influencer sur mon discours. Le ministre chargé de la recherche et du développement peut toujours sourire, mais si c'est avec de pareilles tactiques que le gouvernement cherche à se tirer d'une question émanant du cabinet du chef de l'opposition, la civilité dont parle le premier ministre (M. Mulroney) ne va pas durer très longtemps à la Chambre.

Nous avons rappelé à nouveau, juste après que le ministre eut annoncé la décision, pour demander le texte du communiqué. Les mêmes personnes ont répondu: «Le communiqué n'est pas encore rédigé. Nous ne pouvons pas vous en donner le texte». J'ai l'honneur de vous informer, monsieur le Président, que nous saurons comment agir avec ce ministre à l'avenir.

M. Stevens: Monsieur le Président, je ne suis pas au courant, bien sûr, d'une conversation que quelqu'un du cabinet du chef de l'opposition officiel aurait eue avec un fonctionnaire de mon ministère, mais je puis vous dire qu'il a pu honnêtement . . .

M. Turner (Vancouver Quadra): Un mensonge délibéré, voilà ce que c'était.

M. Stevens: Non, non!

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Pas du ministre, de son personnel.

M. Stevens: Il a pu y avoir un honnête malentendu, parce qu'en vérité ce n'est pas avant ce matin que le cabinet de la Colombie-Britannique a fini par donner son accord à ce qui vient d'être annoncé. Nous avons attendu. En second lieu, la rédaction du communiqué a eu lieu à ce moment-là, quand la Colombie-Britannique a envoyé par télex le texte de ce qui lui convenait comme communiqué conjoint. Nous avons ensuite répondu. S'il n'a pas encore été publié, ce communiqué est en train de l'être en Colombie-Britannique et à Ottawa en ce moment. Je crois savoir qu'il est déjà sorti. Ce que je tiens à souligner, c'est que M. McLelland l'a certainement annoncé à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, sinon avant, du moins pendant la période des questions orales ici. Nous n'avons absolument pas eu l'intention de cacher des renseignements, surtout pas d'induire en erreur le chef de l'opposition ou son personnel de la façon qu'il a dite.

• (1610)

M. McDermid: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre. J'ai suivi attentivement le débat tout l'après-midi. Je suis de l'Ontario, mais j'étais très heureux pour les Canadiens de la Colombie-Britannique. J'ai entendu le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) dénigrer Expo 86. Il a dit que ce ne serait pas un succès et a lancé des paris à la Chambre que ce serait au contraire un échec. Est-ce que ce genre d'attitude de la part de socialistes de la Colombie-Britannique est de nature à encourager le tourisme dans cette province? Cela a-t-il pour effet d'encourager les gens à visiter Expo 86? Est-ce là le genre de choses que des députés doivent faire pour leurs provinces respectives?